



Malgré la crise, les cursus de finance attirent toujours

Les difficultés de recrutement ne dissuadent pas les étudiants,
même si certains soulèvent des questions morales

Deux périodes de chômage de plus de six mois, des stages, et de nombreux CV envoyés et restés sans réponse. En sortant du pourtant très réputé master en finance de marché de Paris-Dauphine en 2008, Vincent G (il a souhaité garder l'anonymat) ne pensait pas mettre deux ans à trouver un emploi. Il travaille actuellement dans un cabinet d'audit, de conseil et d'expertise comptable, un poste qu'il aurait dédaigné en fin de cursus, deux ans plus tôt. « *Ilya deux choses que je ne voulais pas faire de la compta et de la réglementation. Aujourd'hui, je ne fais que ça. On m'a vendu la finance de marche comme un eldorado, on nous formait pour devenir l'élite du système. J'ai mis du temps avant de comprendre que ce serait difficile de trouver un travail qui corresponde à mes attentes.* »

Les étudiants useraient de la réorientation pour témoigner de leur mécontentement face à l'état de

l'industrie financière

En finance de marche comme en finance d'entreprise, les places sont devenues très chères. De quoi briser les rêves des jeunes financiers? Certainement pas, lorsqu'on constate que les cours des formations en finance ne désespèrent pas. Philippe Raimbourg, directeur du master ingénierie financière de la Sorbonne, se dit même agréablement surpris par le taux d'inscription au cursus. « *Je me demandais si les étudiants allaient désertier les cycles financiers, mais je constate que la demande est toujours très forte. A la dernière rentrée, 400 étudiants se disputaient les 30 places du master.* »

La vraie différence créée par la crise se situe plutôt en fin de cursus, observe le professeur, qui reconnaît que l'insertion professionnelle n'est plus aussi aisée qu'elle l'était. « *Nous sommes dans une période difficile. Les postes en banque deviennent une denrée rare. Le temps pour décrocher le premier CDI s'allonge. Avant la crise, la totalité des étudiants étaient en CDI trois mois après la fin du cursus, la moyenne générale tournait autour de quatre semaines. Aujourd'hui, c'est*



plus long, beaucoup d'étudiants se lancent dans des contrats de VIE [volontaires internationaux en entreprise] qui leur permettent de s'intégrer progressivement dans le monde du travail »

Surtout, « les étudiants doivent élargir le spectre de leur recherche d'emploi, quitte à faire autre chose que des métiers strictement financiers », observe M Raimbourg Face à la pénurie de postes en finance pure, de plus en plus d'étudiants se réorientent vers le conseil, la comptabilité, l'audit et le contrôle

Etudiant en master 2 majeure finance à HEC, William Muna est dans ce cas. Après deux stages en finance d'entreprise, ce jeune diplômé a préféré chercher du travail dans le conseil en stratégie. « Comme beaucoup de mes camarades, je n'ai pas souhaité continuer vers la banque d'investis-

tissement parce que c'est un secteur très fermé. Dans la majeure finance de HEC, qui est quand même réputée, peu d'étudiants ont trouvé un emploi au mois de février. C'est d'autant plus inquiétant que le secteur de la finance recrute très tôt, dès septembre », témoigne l'étudiant

Cetype de réorientation, effectuée par certains à contrecœur, est pour d'autres un bien pour un mal, car elle permet de recentrer la finance sur ses activités premières : générer de la liquidité, prêter de l'argent et permettre aux entreprises de se développer et de se financer. « Ma période de chômage a été un vrai coup dur, mais elle m'a apporté une dimension d'humilité que je n'avais pas auparavant », raconte Vincent G., qui reproche à son ancienne formation d'avoir véhiculé une vision trop étriquée de la finance

de marché. « On ne nous parlait que des métiers de "front office" de la finance, c'est-à-dire le trading, la vente et la structuration, autrement dit les activités qui génèrent le plus de cash. Le reste était mal considéré, on l'apparentait à un travail ingrat de comptable »

Certains poussent cette logique plus loin : la reorientation serait même une façon pour les étudiants de témoigner leur mécontentement face à l'état actuel de l'industrie financière. En effet, réagissant à la crise, les filières de formations en finance ont multiplié les cours qui analysent les mécanismes des krachs, ou se penchent sur la compréhension des risques. Professeur d'éthique et de finance à l'université de Grenoble, Denis Dupré évoque une situation paradoxale où des étudiants toujours plus

sensibles à ces questions ne peuvent pas s'investir éthiquement en finance car ils ne trouvent pas de débouchés dans ce sens. « Les étudiants voient que les partisans de la finance, qui sont pourtant les responsables de cette crise, sont ceux qui ont le vent en poupe. Le discours éthique devient alors inaudible face à la nécessité de se voiler la face pour trouver du travail. Et dans les agences de notation sociale ou environnementale, les embauches sont rares », explique-t-il

Seule solution crédible pour l'instant, Denis Dupré, qui a signé l'appel « Renouveler la recherche et l'enseignement en finance, économie et gestion pour mieux servir le bien commun », lance en avril 2011 par des enseignants et des chercheurs européens pour questionner la pensée dominante en matière

économique, c'est de « voter avec les pieds, en allant travailler ailleurs »

Dans le monde académique, cette approche ne fait pas l'unanimité. A un moment où les étudiants peinent à se frayer un chemin dans le milieu professionnel, certains considèrent qu'elle n'est pas prioritaire. Philippe Raimbourg n'a ainsi pas souhaité donner une impulsion plus éthique au programme du master ingénierie financière de la Sorbonne. « Nous nous méfions des effets de mode pour faire un bon financier, il s'agit tout d'abord d'avoir une bonne compréhension des mécanismes de création de valeur. Ce n'est qu'après qu'on peut se préoccuper d'investissements plus spécifiques. Il faut avant tout assurer le bon fonctionnement et la survie des organisations » ■

Margherita Nasi

« Il ne suffit pas de mettre des sparadraps en dispensant quelques cours d'éthique »

Paul Dembiski, directeur de l'Observatoire de la finance à Genève

DIRECTEUR de l'Observatoire de la finance à Genève, professeur à l'université de Fribourg (Suisse), Paul Dembiski est l'un des initiateurs de l'appel « Renouveler la recherche et l'enseignement en finance, économie et gestion pour mieux servir le bien commun », lancé en 2011 par des universitaires européens

Comment est née cette initiative ?



En mars 2010, nous nous sommes réunis avec une quarantaine de professeurs invités dans le cadre de la conférence « Ethique, finance et responsabilité » organisée chaque année par l'Observatoire de la finance. Nous avons relevé deux points, accablants. La pensée économique s'est détachée du référentiel éthique et moral et l'enseignement n'est plus ancré dans la réalité

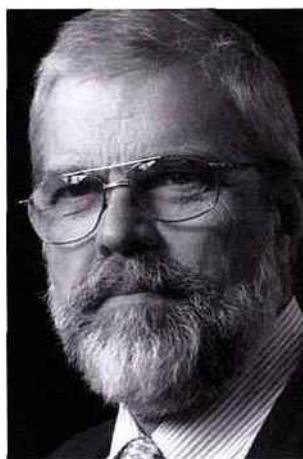
Nous avons donc décidé d'agir en lançant cet appel en avril dernier. Il s'agit d'un appel international qui a eu un fort écho en Europe avec près de 500 signatures. Nous souhaitons organiser une université d'automne sur la question afin de proposer des alternatives et, à terme, rédiger un manuel

Que faudrait-il changer dans l'enseignement de la finance ?

Il s'agit de contextualiser ce savoir, d'en rebâtir les fondements en se demandant si ce qu'on étudie correspond à la réalité ou si on n'est pas plutôt en train de mettre en place des éléments qui l'altèrent. C'est une question de fond. Je pense à un professeur de mathématiques financières, à Grenoble, qui me disait : « Nous sommes en train de former des Frankenstein ! De temps en temps, je me fais peur. Qui diplômé-t-on, comme genre de personnes ? »

Il faut humaniser en profondeur l'enseignement de la finance, introduire la dimension histori-

introduire la dimension histori-



DR

que qui permet de comprendre que si l'appréciation des risques fonctionne dans certains cas, des choses imprévisibles peuvent aussi se produire. Les jeunes perdent de vue cette dimension-là, ils ne voient la réalité qu'à travers des modèles. **Pourtant, depuis la crise, de nombreuses écoles dispensent des cours d'éthique...**

Je ne dis pas que rien n'a été fait, mais il n'y a pas eu de changement en profondeur. Il ne s'agit pas de mettre des sparadraps en dispensant quelques cours d'éthique. C'est quand ces questions-là seront au cœur des cours magistraux que les étudiants pourront relativiser tout ce qu'ils apprennent. Certes, cela peut les déstabiliser, car le savoir sera moins absolu, mais ce qu'ils perdront en assurance, ils le gagneront en sagesse.

Avant de discuter éthique, ne faudrait-il pas se préoccuper de l'insertion des étudiants sur le marché du travail dans un contexte difficile ?

Certes, mais les former à des métiers qui demain n'existeront peut-être plus n'est pas une bonne démarche. La finance va vers une crise structurelle, à quoi bon

ouvrir des classes quand on sait que les demandes pour ce type de postes seront beaucoup moins importantes dans deux ou trois ans ?

On en revient à la question de la mission de l'université : s'agit-il de former des étudiants pour les insérer dans des places déjà préétablies, ou de les former en leur donnant les clés pour qu'ils puissent répondre à des situations qui ne sont pas forcément celles qu'ils ont abordées en cours ?

Aujourd'hui même, je lisais un manuel utilisé en France et je suis tombé sur la phrase suivante : « L'économie étudie comment les richesses sont créées pour satisfaire tous les besoins humains ». Quand on pose une phrase de cette façon, il s'agit de formatage, pas de formation ! Le devoir d'une institution consiste à donner une certaine autonomie intellectuelle à ses étudiants ■

Propos recueillis par
M. Na.

Parcours

2008 Paul Dembiski, professeur à l'université de Fribourg, où il occupe à mi-temps la chaire de stratégie et de concurrence internationales, publie *Finance servante ou finance trompeuse ?* (Edition Desclee de Brouwer, Paris).

1996 Il participe à la création de l'Observatoire de la finance (www.obsfin.ch), une fondation de droit privé suisse dont il est le directeur. L'Observatoire publie depuis 1998 la revue bilingue *Finance & the Common Good/Bien commun*.

1989 Il fonde Eco'diagnostic, un institut privé de recherche et d'expertises socio-économiques.

1979 Enseignant à l'université de Genève.